



République Française
Liberté, Egalité, Fraternité

PRÉFECTURE DU LOIRET

- 8 OCT. 2019

COURRIER 1

Département du Loiret
Arrondissement d'Orléans
Commune d'Ingré

DECISION N° DC.19.044
portant sur

**Le contrat de nettoyage des réseaux de buées grasses au
restaurant scolaire**

Le Maire,

Vu l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales relatif à la délégation du conseil municipal au Maire,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 14 mai 2018 en ce qu'elle autorise le Maire à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur au seuil de marchés formalisés défini régulièrement par décret ainsi que toute décision concernant les avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

DECIDE

Article 1^{er} : Un contrat est passé avec la société TECHNIVAP – Parc d'activités des 4 chemins – 95540 MERY SUR OISE pour le nettoyage des réseaux de buées grasses au restaurant scolaire à Ingré pour un montant annuel de 1 926.03 € HT soit 2 311.24 € TTC.

Le contrat débute à compter du 31 décembre 2019 pour une durée d'un an ferme.

Article 2 : La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la commune.

Article 3 : Monsieur le Maire s'engage à rendre compte à la prochaine réunion du conseil municipal de la présente décision.

Article 4 : Le Maire soussigné certifie le caractère exécutoire de la présente décision qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au représentant de l'Etat

Article 5 : La présente décision sera transcrite au registre des décisions du Maire.

Article 6 : Le Maire d'Ingré est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à :

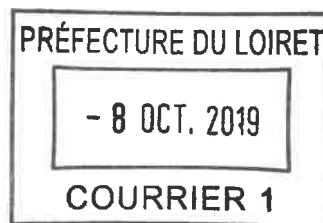
- Monsieur le Préfet du Loiret et de la Région Centre-Val de Loire,
- Monsieur le Receveur Percepteur d'Ingré,
- La société Technivap.

A Ingré, le **01 OCT. 2019**



Le maire

Christian DUMAS



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui a été :

Publié ou notifié-le : **09 OCT. 2019**

Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.